



Volèm Viure Al País N°186





Toutes les hirondelles ne font pas le printemps

Que reste-t-il aujourd'hui du printemps arabe ? Ce vaste mouvement de contestation populaire - que les démocraties occidentales n'ont pas vu venir - avait débuté le 17 décembre 2011 à Sidi-Bouzyd, petite ville de Tunisie qui n'avait jamais fait parler d'elle jusque là, pour se propager ensuite à l'Égypte, au Yémen, à la Libye et se poursuivre encore aujourd'hui en Syrie.

Les rebelles ont obtenu le départ de dirigeants devenus à leur manière des dictateurs : Ben-Ali en Tunisie, Moubarak en Égypte, Kadhafi en Lybie (que ses opposants ont dû abattre), Saleh au Yémen... Reste Bachar El-Assad, intraitable, à la tête d'une Syrie plongée dans la guerre civile.

Le difficile chemin vers la démocratie

Si la chute de ces potentats locaux, longtemps soutenus par les puissances étrangères au gré de leurs intérêts et des enjeux internationaux, laissait augurer l'émergence de démocraties, on mesure aujourd'hui toute la difficulté des changements de régimes quand ces derniers ont exercé le pouvoir sans partage sur des populations asservies. Il n'est pas facile de sortir d'une dictature et le chemin vers la démocratie est toujours semé d'embûches.

Pourquoi ? Parce que la démocratie est le moins naturel des régimes. Il exige dialogue, conciliation, partage, égalité... Toutes valeurs que l'homme relègue dans les tréfonds de sa conscience dès que le pouvoir et l'argent deviennent ses seules raisons de vivre.

Dans son documentaire « *Sexe, salafistes et printemps arabes* », diffusé en décembre dernier sur Canal Plus, Paul Moreira a bien montré, sous un titre volontairement provocateur, la difficulté à sortir de la nuit obscurantiste.



Fleurs d'amandier, fragile symbole du printemps

Toutes les hirondelles ne font pas le printemps. Dans la plupart des pays où la révolution a momentanément triomphé des dictatures, ce sont les islamistes qui ont remporté les élections. Depuis, ils apposent tranquillement leur sceau de fanatisme religieux et d'aveuglement tendancieux sur les règles de vie commune. Il y a ainsi peu de chances que les femmes égyptiennes cessent d'être harcelées et violées dans une société où la sexualité est considérée comme une infamie.

Que faire ?

Que pouvons-nous faire pour aider ces peuples dans leur longue marche vers leurs droits à disposer d'eux-mêmes ?

La question est extrêmement complexe, mais ce n'est pas une raison pour ne pas se la poser. Car les démocraties occidentales - ou ce qu'il en reste - ont tout intérêt à voir se développer dans leur environnement proche des pays politiquement stables et sereins, de sorte que les échanges aussi bien commerciaux que culturels puissent se dérouler dans les meilleures conditions. On nous dit que c'est le sens de l'intervention militaire française au Mali où des djihadistes forcenés tentent d'établir la base de leurs futures conquêtes. La voix des armes n'est pas la seule qui mérite d'être entendue dans le concert international.

Le partage, l'échange, sont des principes essentiels pour le développement harmonieux des sociétés humaines. Entendons par société humaine une organisation sociale de nature à garantir à chaque individu son indépendance, de sorte que chacun puisse vivre dignement et selon ses propres aspirations. Ce type d'organisation exige aussi tolérance et respect mutuel. Sur ce terrain-là non plus, toutes les hirondelles de nos démocraties n'ont pas fait le printemps, loin s'en faut !

La sève monte

Mais ne trouve-t-on pas là, énoncés, les principes de l'ancienne société occitane - *prètz, paratge et convivència* - mise à mal par une ignoble croisade ? Les musulmans, les juifs, les chrétiens ne sont pas les seuls à avoir connu l'aveugle châtiment du sabre. Il fut un temps où les Occitans - au-delà de leurs convictions religieuses - ont chèrement payé leur désir de vivre.

L'occitanisme, en affirmant avec courage et lucidité sa volonté de se donner un avenir dans un siècle où il reste encore tant à construire, marche-t-il vers son propre printemps ?

Le débat s'engage autour du manifeste occitan. La sève monte. Elle porte l'espoir de voir un certain laurier reverdir... signe d'une prometteuse vitalité ?

Serge Bonnery



Una direccion novèla pel Partit Occitan



• Lo dissabte 9 de febrèr de matin, a l'escasença del Congrès del partit Occitan, l'istorian Jòrdi Laboissa faguèt descobrir lo passat bolegadis de Montalban, marcat pel protestantisme e los afrontaments religioses.

Los dissabte 9 e dimenge 10 de febrèr, lo Partit occitan recampèt sos militants a Montalban per un congrès estatutari. Lo dissabte de matin, una visita de Montalban foguèt organizada, e l'istorian plan conegut Jòrdi Laboissa faguèt descobrir lo passat bolegadis de la vila, marcat pel protestantisme e los afrontaments religioses.

L'aprèp-dinnada foguèt la presentacion dels rapòrts morals e financiers. Puèi, un temps fòrt d'aquela dimenjada foguèt la discutida sul manifeste occitan, duberta a totes, adherents o pas. Reprenem dins l'article venen, las intervencions mai fòrtas d'aquel debat qu'estrambordèt los participants, e que daissa esperar fòrças bonas causas per l'avenidor d'Occitània.

En fin, lo dimenge, se discutèt la mocion que fixa lo cap pels dos ans a venir. Es de notar l'eleccion d'un president novèl : David Grosclaude, en remplaçament de Gustau Aliròl. Tenèm a salutar aquí lo trabalh remirable, la disponibilitat, e la finesa d'anàlisa de Gustau Aliròl que presidèt lo POc pendent d'annadas. Sa carrièra politica contunha, fa totjorn part del burèu ambe la responsabilitat de las relacions ambe los autres partits de RPS e de l'ALE.

Uc Jourde

AUX LECTEURS :
Ce journal est le vôtre !
Écrivez-nous !
Abonnez-vous !

OCCITÀNIA
Hugues Jourde 15 rue du Gamay
81600 Gaillac
uc.jordil@yahoo.fr
Abonament 6 n° : 24 euros
sosten : 32 èuros e mai
fòra UE : 32 èuros

**Bilheta d'abonament
de tornar a Occitania-VVAP**

Nom, adreça :

.....

vos mandí çai-junt un chèc de..... èuros
(a l'òrdre d'ADEO)
per m'abonar a
Occitania-Volèm Viure Al País

**Das biaisses d'ajudar vòstra revista
a se desvolopar**

**Faites connaître la
revue autour de vous**

Devenez
« **Ambassador d'Occitania** »
et recevez
3 exemplaires de chaque n°
pendant un an, pour diffuser
auprès de vos amis, collègues...

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Code Postal :
Ville :

• Je suis déjà abonné, je joins
un chèque de 17 euros.

• Je m'abonne, je joins un
chèque de 24 + 17 = 41 euros.
J'ai bien noté que si je vous fais
parvenir 2 abonnements
nouveaux, je me verrai offrir un
cadeau à choisir dans le catalogue
de l'ADEO.

Réalisez un parrainage

Je souhaite parrainer
la personne suivante
en lui offrant
trois numéros de la revue :

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Code Postal :
Ville :

Je joins un chèque de 13 euros
à l'ordre de l'ADEO et j'envoie
le tout à ADEO 15 carrièra del
Gamay, 81600 GALHAC.

**Plan mercé
per vòstre còp
de man !**

• *Politica*

Manifeste Occitaniste : qu'es aquò ?

Le Manifeste occitaniste est un texte proposé par David Grosclaude et Guilhem Latrubesse. Ce texte a pour ambition de rassembler tous ceux qui veulent donner un avenir à l'Occitanie avec comme échéance concrète les élections municipales de 2014. Samedi 9 février à Montauban plus de 70 personnes étaient présentes et ont montré leur intérêt pour cette nouvelle dynamique. Toutes ces personnes ont discuté de la meilleure façon de faire entrer les préoccupations occitanistes dans les conseils municipaux. Des élus ont parlé de leur expérience.....

Nous vous proposons ci-après une sélection des extraits des interventions les plus marquantes.

Anne Marie Hautant : Je suis élue dans la ville d'Orange, dans l'opposition à M. Bompard, maire d'extrême droite. Je me bats tous les jours pour mettre en avant le vivre ensemble, et combattre la « bunkerisation » de la ville. Mais attention à Orange la Ligue du Sud (le parti de Bompard) a réuni l'été dernier ses militants. Ils étaient 3 fois plus nombreux que nous aujourd'hui. J'y suis allée pour voir de quoi il retournait : j'ai vu des choses très inquiétantes, j'ai entendu des énormités ! Je me suis fait sortir au bout d'1/4 d'heure. Nous devons nous mobiliser, ne nous faisons pas voler l'identité occitane, faisons connaître le manifeste !

David Grosclaude : *Le manifeste met en circulation des idées qui ne sont pas bien connues. S'afficher occitanistes c'est un effort, nous sommes des citoyens comme les autres, nous avons le droit de poser les questions aux élus... Aujourd'hui nous représentons un véritable mouvement social avec 30 000 manifestants à Toulouse en mars dernier. Citez-moi un autre exemple de manif qui rassemble autant de monde dans un but désintéressé ? Le manifeste a déjà recueilli près de 500 signatures. Je trouve que c'est déjà bien dans ce monde ou tant de gens ont peur de s'engager. C'est un bon début.*

Patrick Roux : En tant que directeur d'un grand festival occitan (l'Estivada de Rodès) je me rends bien compte que les élus considèrent l'occitan comme un supplément d'âme. Pour eux, c'est une variable d'ajustement qui risque de faire les frais de la crise actuelle. Il y a une urgence culturelle pour l'occitan qui est gravement menacé. Je suis surpris de voir qu'il n'y a qu'un peu plus de 400 signatures du manifeste ! Si nous ne sommes pas capables d'organiser de la propagande, de toucher beaucoup plus de personnes, nous ne changerons rien.

Gerard Tautil : *Lei causas venon complicadas quand l'idèa d'una « refondacion » de l'occitanisme es avançada. Aquò pausa doas questions :*
 - *La primera es de se demandar en cu s'adreïça aquela crida. Ais occitanistas ò a una opinion publica que saup pas pron çò qu'es Occitània e mai largament que coneis pas la mitat de la realitat de la societat*

occitana ai 3/4 escafada dins la vida vidanta ?

- La segonda es la cresença pro sistematica e ipotetica de s'imaginar que « refondar » entre nautrei es trobar de practicas e de valors novèlas dins una pontanada de quauquei mes. E d'experiència, sabèm pron que valors e practicas son ligadas e que fau una estirada longassa dins la vida d'un òme per far naisser una idèa e un camin nòus.

Une grande diversité, un bel espoir

Voici maintenant le contenu principal des interventions du public :

• « C'est difficile de passer du culturel subventionné par les bienveillants amis « socialo », à la politique. Certains craignent de s'afficher comme concurrent des partis de gauche. »

• « C'est formidable d'entendre parler français, occitan de Béarn, de Provence, etc... Et tout le monde se comprend ! Nous sommes menacés d'avoir une langue qui se retrouvera dans le cimetière des bibliothèques. Nous devons nous rassembler pour la défendre au delà de nos différences. »

• « Les gens sont dégoûtés de la politique. Ils ont perdu espoir, et c'est l'extrême-droite qui gagne du terrain. Nous avons un trésor entre les mains : l'Occitanie et son histoire, ses valeurs que portaient déjà les troubadours comme « *lo paratge e la convi-vència* ». C'est ça qu'il faut proposer à la population dans un esprit d'ouverture qui dépasse les clivages partisans. »

• « Pour la première fois, j'entends dire des choses que je pense depuis longtemps. Fini le piège du repli sur soi, du communautarisme etc... On veut mettre en place un pacte républicain occitan ! »

• « La question des médias est importante. Si on n'a pas les outils de communication suffisants cela explique le manque de signatures du manifeste. Je propose quelques pistes : faire comme en Catalogne pour faire adhérer les gens. Il y a aussi la question lancée par les bretons pour avoir des chaînes de télévision publiques en langues régionales. Enfin



pourrait-on collaborer avec le « Jornalet » sur internet ? Quand on voit « médiapart » qui réussit, il faut faire pareil pour l'occitan ! »

• « Assistem a de moviments de poblacion cap a las grandas metropolis. I a un grand dangier de veser cader los territoris regionals. Aquò es ja fach a Lion, e es en tren de se passar a Tolosa. Un grand moviment occitanista deu prener en compte aquel probleme. Sufirà pas d'aver qualques conselhers municipals per afrontar aquela situacion. »

• « L'important ara es de crear de comitats de pilotage del manifeste un pauc pertot sul territòri. Sem clar : nos aligarem pas ambe de monde d'extrema dreita. Lo jornalet sus internet fa fòrça polemica, ieu m'agrada pas aquel biais. Los joves nos escotaran pas se parlam coma dins las annadas 70. Cal pausar las causas sens rigiditat ideologica. »

• « J'ai été élu avec dans un conseil municipal avec des socialistes. C'était dur d'être le seul occitaniste au conseil municipal. Avec le manifeste on aura des gens autour de nous et on sera moins seul, on pourra citer des exemples de ce qui se fait dans les villages et villes d'à côté. C'est important individuellement, et collectivement. Un réseau d'élus c'est très important.

• « J'ai participé à 3 réunions sur le manifeste. A chaque fois c'est positif. Personne ne s'engueule. Les gens s'écoutent, ils ont envie d'agir, ils repartent motivés. »

• « J'apporte mon soutien à cette refondation ou aggiornamento ! Les gens autour de moi trouvent ça bien parce que ce n'est pas trop politicien. Je garde en mémoire le cortège avec les drapeaux occitans lors de la manif de Carcassonne. Et puis toutes ces calandretas qui ouvrent, ça prend du temps, mais on avance. Il y a 15 ans je ne pensais pas qu'un jour on aurait tout ça, et qu'on aurait aussi des élus au conseil régional ! »

• « En tant qu'écolo je trouve dommage qu'on parle de croissance dans le manifeste. Pour la diffusion du manifeste on pourrait envoyer un mail à ceux qui ont déjà signé pour leur demander de diffuser autour d'eux. On pourrait aussi faire un flyer papier pour faire connaître le manifeste. Et distribuer ce flyer dans tous les lieux labélisés oc per l'occitan. Ce serait bien qu'on s'intéresse aux mouvements style « colibri », autres monnaies, etc.... pour faire du prosélytisme. »

*** Faites connaître le Manifeste ***

Vous pouvez faire connaître et signer le manifeste autour de vous en vous rendant sur le site :

www.manifeste-occitaniste.com

Vous y trouverez également toutes les informations sur les rencontres à venir.

• Fotografia : Los participants a la discutida de Montalban.



• *Educacion*

Refondation de l'école :

Le système scolaire français est connu pour être élitiste. Les élèves sont notés, classés, puis ils s'orientent souvent en fonction de préjugés sur le prestige de telle ou telle filière. Les bons élèves feront un bac « scientifique » même s'ils sont très littéraires, les moins bons se verront proposer un bac pro et pour ceux qui sont dégoûtés de l'école un CAP en apprentissage suffira !

Sur les 34 pays de l'OCDE la France se classe seulement 27ème du point de vue de l'équité scolaire. Cela signifie que l'appartenance sociale dans le système français influe beaucoup plus qu'ailleurs sur la réussite scolaire des enfants. Pour le « pays de l'égalité » ça fait tâche ! Même les pays anglosaxons, souvent critiqués, sont plus justes et équitables que la France.

Le ministre de l'éducation, Vincent Peillon, a dévoilé son projet de loi de refondation de l'école. Il explique très clairement que cette loi a notamment pour but de réduire l'impact des déterminismes sociaux et de corriger les inégalités et discriminations à l'œuvre dans la société française.

Priorité au primaire

Pour atteindre cet objectif louable, le projet de loi donne très nettement la priorité au primaire. Des mesures fortes sont ainsi annoncées comme la présence d'un maître supplémentaire dans chaque école pour mieux répondre aux difficultés rencontrées. De plus, la scolarisation des enfants de moins de trois ans est mise en avant et présentée comme un levier essentiel pour la réussite scolaire des enfants de milieux défavorisés (ZEP, secteurs ruraux isolés, outre mer, etc...). Pour pouvoir mettre en œuvre ces mesures, des moyens importants seront nécessaires. C'est pourquoi le ministère prévoit la création de 60 000 postes sur les cinq ans à venir dont les deux tiers dans le primaire !

Mais la question des moyens n'est pas la seule qui vaille d'être posée. L'organisation des rythmes

scolaires joue également un rôle important. Le gouvernement propose d'installer des cours le mercredi matin et, en contre partie, d'alléger la journée de travail des écoliers qui est plus dense et plus chargée que dans la plupart des autres pays. Mais tous les enseignants ne sont pas favorables à cette mesure et dernièrement les professeurs des écoles ont massivement fait grève contre cette réforme.

De plus cette évolution implique les collectivités territoriales et en particulier les mairies qui devront participer à l'élaboration d'un temps péri-éducatif pour accueillir les enfants lorsque les cours sont terminés.

Le nouveau rôle des collectivités territoriales

C'est là un second point fort de cette loi qui réaffirme (tout en le limitant) le rôle des collectivités territoriales aux côtés de l'État dans le domaine de l'éducation. On vient de le voir avec les activités périscolaires dans le primaire, mais c'est aussi vrai dans le secondaire où les contrats d'objectifs entre les rectorats, les collèges et les lycées comporteront dorénavant un troisième signataire : la collectivité territoriale de rattachement ! De

même, la loi prévoit clairement que les conseils généraux et régionaux auront la charge de la maintenance des matériels informatiques dans les collèges et les lycées. C'est là une bonne chose qui devrait permettre une amélioration rapide de la situation.

De sérieux manques

Côté pédagogie plusieurs mesures sont proposées, dont la plus importante, et la plus attendue, est la création d'écoles supérieures du professorat et de l'éducation, chargées de former les enseignants.

Par contre, on ne trouve nulle trace dans le projet de loi de volonté de rééquilibrage entre les filières scientifiques et littéraires par exemple (*lire à ce sujet l'encadré de Martine Boudet*).

De la même manière les langues régionales sont complètement absentes du projet de loi. Le Partit occitan (lire communiqué) ainsi que des associations (FELCO, Ocbi, etc...) avaient pourtant alerté le ministère à ce sujet. Vincent Peillon n'en a pas tenu compte et, malgré le constat accablant de la médiocrité de l'enseignement des langues en France, le projet de loi ne parle que des langues étrangères. La commission langues régio-

peut mieux faire !

nales de l'Assemblée des régions, sous l'impulsion de David Grosclaude, a écrit à tous les parlementaires pour leur demander de compléter le texte lors du débat qui va s'ouvrir (*voir encadré*).

Plusieurs députés ont déjà annoncé qu'ils tenteraient de faire bouger les lignes, notamment Paul Molac, le député de Régions et Peuples Solidaires. Le débat parlementaire promet d'être riche... affaire à suivre !

Uc Jourde



Bilan de l'« économie de la connaissance »

Il importe aussi d'évaluer les conséquences de l'orientation privilégiée depuis une décennie, au nom de la compétitivité internationale et d'une rentabilité immédiate. L'une des dérives de l'« économie de la connaissance » réside dans l'accroissement des disparités entre les champs disciplinaires. Instrumentalisation des sciences et des techniques, marginalisation des Lettres et sciences humaines et sociales (LSHS) : ce déséquilibre a des incidences au plan des relations de genre, le champ technoscientifique étant majoritairement masculin à la différence de celui des LSHS. Comparée avec l'ensemble des instituts publics et privés à caractère industriel, commercial et de gestion, la somme des établissements spécialisés dans ce champ est notoirement insuffisante. En université, l'application de la LRU entraîne désormais la fermeture de départements en philosophie, Lettres classiques... : les langues régionales pourront-elles être épargnées ? En lycée, la filière scientifique est développée comme pôle d'élite pendant que décline la filière littéraire, dont l'Inspection générale de l'Éducation nationale a préconisé la réhabilitation dans un rapport en 2006.

Pour remédier à ces déséquilibres, il serait intéressant de créer un système de péréquation, une partie des budgets octroyés par les lobbies industriels ou autres étant à attribuer aux secteurs déficitaires, comme c'est le cas aux USA. Dans ce sens, la future loi d'orientation doit stipuler le principe de protection des savoirs académiques, à définir comme des « biens immatériels de l'humanité ».

Martine Boudet

Communiqué du POc le 14 janvier 2013.

**« Refondation » de l'école :
les langues régionales
ignorées !**

Le Partit Occitan appelle les parlementaires à amender le projet de loi pour mentionner explicitement les langues régionales et donner des perspectives claires à leur enseignement.

• Lo Partit Occitan a cridat amb d'autres formacions e associacions occitanas al recampament al Peiron (Montpelhièr), lo dissabte 16 de febrèr, per protestar contra l'ausència de mencion de las lengas de França dins lo projècte de refondacion de l'escòla del ministre Peillon :

**Peillon,
t'anam brandir las pelhas !**



• **Societat**

Maridatge omò : per o contra ?

Lo Partit Occitan lancèt una consultacion de sos aderents sus la question del maridatge "per totes". Vos prepausam aquí un escapolon de las reaccions dels unes e dels autres : una granda diversitat de punts de vista ! Avèm servat l'anonimat per geinar pas degús...

Podètz, se volètz, contunhar de nos mandar las vòstras reaccions.

Lo ròtle dau politic es de favorizar lo bonur dei ciutadans tant a l'encòp materiau qu'immateriau. Dins lo domèni de l'immateriau, pensi a la libertat de parlar sa lenga, a la libertat de cresença religiosa e de cultura mai tanben a la libertat sexuala e donc lo drech de se maridar au dintre d'un coble de meme sexe. La sola causa que compta es ben lo bonur !

• [Nous ne devons pas] trouver là matière à dispersion, alors que l'autonomie occitane est notre principale revendication et qu'elle est loin d'être gagnée... La question de l'adoption est très délicate. En bref, laissons ces sujets "de société", ou plutôt de diversion, au P.S. au pouvoir !

• *La decision de doas personas de se ligar per la vida es lo problèma de doas personas fàcia a l'Estat. E lo drech d'aver d'enfant es un drech uman que regularizarà de còp una situacion existenta. Cal arrestar amb una societat de doas vitessas pels aparelhats.*

• Me pronóncii pas per o contra lo maridatge dels omosexuels, me pronóncii contra lo biais de far - d'impausar la causa - de l'executiu. La rason invocada es bona, es nòbla : egalitat dels dreches ; qual voldriá pas de l'egalitat ? Agèssem egalitat de tractament de la lenga francesa e de las "lengas regionalas" suls seus territòris, que nos en plangeriam pas ; mas podèm totjorn esperar !

Alara de qué amaga aquela nòbla causa ? Sufis de considerar una declaracion de la ministra Taubira que parlèt d'un cambiament de civilizacion, mas qu'èra pas qu'un afar de modificar quelques articles del còdi civil ! Vesètz la contradiccion ? Cossí ! volètz evidentament borrotlar l'anar de la societat tota ; e aquò seriá tot just l'afar de l'Assemblada nacionala, qu'auriá pas qu'a enregistrar aquela lei, coma de votar lo budgèt annadièr !

Ieu sabi pas se lo referendum seriá la bona solucion, benlèu pas, mas al mens permetriá, als representants de l'òc e del non, d'expausar, ambe un temps de paraula egal, lors arguments, d'explicitar totas las consequéncias d'aquel cambiament de l'òrdre "natural" de las causas

dempuèi que lo monde es monde ; atal, al mens, lo ciutadan se fariá una idèa e prendriá sas responsabilitats. La manipulacion estatala es donc aquí : far passar lèu-lèu, al brutle, sens consultacion de la nacion, un projècte de lèi que tòca al foncionament de la societat e a l'intim de totòm, en nos amagant la seguida...

Dins aquela amira, la manifestacion del 13 de genièr de mai d'un milion de participants (e non pas de 340.000 coma pretend lo poder : desinformacion de mai !) me sembla l'expression digna e legitima de tot un pòble brica resignat a se daissar menar coma se mèna un tropèl de piòts... a l'escorjador.

E la contra-manifestacion del 27, aquela d'aquí plan favorizada pels poders publics, plan encoratjada pels mèdias, es tanben la pròva - ambe l'autra ! - d'una meteissa evidéncia : la manipulacion de la part d'un poder que fa tot per "clivar" los ciutadans, opausar los unes als autres, dins l'amira de "devesir per renhar" - al luòc de recercar lo ben comun !

• *[Nous ne sommes] nullement obligés de prendre position pour n'importe quel sujet de société ; chaque militant [autonomiste] peut avoir sur le sujet un avis divergent ; toutefois, il me paraît utile de faire preuve d'un certain humanisme envers des minorités en proie à des difficultés en terme de reconnaissance. [Je suis] pour la défense des minorités...*

• Le "Mariage" est une idée religieuse (plagiée par nos "révolutionnaires" français). Laissons ce mot aux religions et utilisons un autre mot (et un contenu bien sûr...) plus laïque, plus moderne et correspondant mieux à l'égalité entre individus de sexes opposés ou de même sexe.

LO CONTACT DE R&PS

Fédération "Régions et peuples solidaires"
Pierre Costa
contact@r-p-s.info ; www.r-p-s.info

LO CEBIER

informacions de Provença

5 n° l'an per 15 €

Région Provence/Lo Cebier
BP 2 84400-Gargàs Cedex



- *Je suis pour que les individus, quel que soit leur sexe, puissent s'unir devant le maire et avoir les mêmes droits que les couples mariés sans pour cela que cela s'appelle mariage.*
- *Ma pausicion es simpla : val mai un sol maridatge gay que tota una tièra de maridatges tristonasses !*
- *Ces questions sont-elles essentielles pour nous ? S'il est nécessaire de se prononcer, ce serait bien d'attirer l'attention sur les dérives anthropologiques des sociétés occidentales sur le sujet de l'homosexualité. Les minorités sexuelles doivent avoir des droits (PACS, droit à la procréation assistée, droit à l'héritage du pacsé...) mais ne doit pas être imposée à la société une "norme" excessivement libérale, indifférenciatrice et individualiste, qui résulterait de droits acquis par les minorités et qui aurait des conséquences sur la conception de l'individu, du couple et de la famille.*
- *Que pensi que lo maridatge omosexuau a pas gaire de sens, rapòrt a la definicion tradicionau d'aqueth engatgament. Lo "PACS" que'm sembla mei adaptat.*
- *On pose le problème à l'envers : il ne s'agit pas d'inciter les homosexuels à se marier ou à adopter, mais il s'agit d'entériner une situation qui existe déjà : un enfant né de l'un des deux parents homosexuels ou adopté par l'un d'eux doit pouvoir, si ce parent décède, avoir un lien juridique avec l'autre "parent" de façon à ne pas se retrouver orphelin ; de même, l'autre parent doit pouvoir conserver un lien avec l'enfant, y compris en cas de séparation des deux "parents".*
- *Per ieu l'umanitat (un òme e una fema) a tojorn fa avans coma aquò, perqué chanjar ?*
- *C'est le statut et la qualité de parent qui est au coeur du débat.*
- *Puisqu'il est légalement permis à une personne seule d'adopter un enfant, refuser ce droit à deux personnes parce qu'elles sont de même sexe ne peut logiquement que relever d'un jugement moral sur l'homosexualité, et donc d'une discrimination qui dès à présent tombe sous le coup de la loi.*
- *Òc per la PMA : Come aquò pas besonh d'anar a Barcelona, fin de l'ipocrisi !*
- *Lorsqu'un couple choisit d'avoir un enfant, surtout par des méthodes de procréation assistée, on peut supposer qu'il aimera cet enfant et s'en occupera peut-être mieux que certains couples hétérosexuels qui mettent au monde "naturellement" 5 ou 6 gosses sans réfléchir.*
- *La Procréation Médicalement Assistée ne doit rester ouverte qu'en cas d'impossibilité médicale pour les parents à avoir des enfants non handicapés (maladies génétiques) ou à avoir des enfants (tout court...). Mais le corps des femmes n'est pas une marchandise et ne doit pas être utilisé pour "acheter" un bébé. Les femmes ne doivent pas être rémunérées pour porter le bébé des autres, cela doit rester de l'ordre du "volontariat gratuit" afin de limiter les abus.*
- *Sur la PMA, il vaudrait mieux engager un débat pour une diminution importante du nombre d'humains sur cette planète. Si nous ne le faisons pas, la nature s'en chargera, mais dans les drames et la douleur.*
- *França deu reconóisser la PMA : una practica ja de fach per venir una practica de drech !*
- *Reconnaître tous les droits qu'ont les autres couples me paraît normal. Par contre, remplacer les termes de père et de mère par celui de parent 1 et 2 ne me convient pas. Un enfant ne peut naître que d'un spermatozoïde et d'un ovule. Utiliser plutôt les termes de père et de mère biologiques et/ou adoptifs. ex : Jules : père inconnu - mère Georgette ... Mère adoptive Zoé.*
- *Ieu que siau papà dempuèi quauquei mes a pena, me'n chauti de saupre se vertadièrament siau lo paire biologic d'aqueth que m'es presentat coma estent mon enfant. Après tot, tant que ges de test ADN son pas fachs, lo dubi pòu existir..*
- *S. Agazynski vient de publier Femmes entre sexe et genre (Seuil) qui confirme les fondements biologiques de la distinction des sexes : il existe des données innées qui ne doivent pas être confondues avec les stéréotypes sexistes et que ne doivent pas gommer l'éducation et le droit, au risque d'entraîner des confusions graves en matière d'identité sexuée et d'orientation sexuelle voire une régression des mœurs et de la vie familiale. Si la droite défend un libéralisme économique excessif, la gauche ne doit pas dériver vers un libéralisme moral abusif.*
- *[Souvenons-nous de] la tradition occitane (troubadours) : s'il est vrai qu'elle célèbre l'amour libre, parfois hors mariage, elle valorise le couple hétérosexuel et la femme dans ce cadre*



• *Politica*

Qui sème le vent récolte la tempête

Triste bilan

La crise interne de l'UMP signe un nouvel épisode de la recomposition républicaine. Parti-État reconfiguré en 2002 par les barons du gaullisme et de l'oligarchie néolibérale, il a été l'instrument de l'aventure sarkozyste, version dite décomplexée de la droite française et européenne.

Flirtant avec l'extrême-droite elle-même dédramatisée, il a géré une décennie de reflux systémique, au détriment des catégories populaires, du monde de l'immigration et des peuples du Sud. À la longue liste des lois antisociales et hostiles aux droits des migrants, il faut ajouter les délits politico-financiers: la justice peine à instruire et sanctionner les affaires résultant d'une gouvernance qui a souvent confondu l'intérêt général et intérêts partisans et privés. En particulier dans le domaine opaque de la politique militaire et des trafics d'armement (affaire de Karachi). Pas moins de deux présidents condamnés ou soupçonnés de malversations, sans parler de certains de leurs ministres.

À ce bilan, il faut ajouter les crimes néo-coloniaux. Michèle Alliot-Marie, ancienne présidente de l'UMP, soutenait la dictature de Ben Ali, au moment où le peuple tunisien ouvrait une nouvelle page de son histoire et de celle du monde arabe. Au lendemain de la réélection de Jacques Chirac en 2002, après le coup électoral du Front national, a démarré le harcèlement militaire de la Côte d'Ivoire dont la présidence de Laurent Gbagbo contrariait les intérêts français. L'imbroglie électoral de l'UMP n'aura sans doute pas le dénouement du vote ivoirien de 2011 dont Nicolas Sarkozy a refusé le recomptage, cela au prix de milliers de morts et pour l'instauration d'un

régime fascisant à la solde des puissances occidentales...

La roue tourne

Mais qui sème le vent récolte la tempête. La roue tourne : l'affaiblissement de ce parti libère la scène nationale, suite à l'éviction de son « chef naturel » en mai 2012. Il est symptomatique que cette organisation, qui prônait en 2009 une identité nationale ethnocentrée, ait oublié de comptabiliser les suffrages de trois sections d'outre-mer. En fait, l'UMP a perdu ses liens ataviques avec le pouvoir notamment à partir de ses échecs répétés dans les élections territoriales ; la conquête du Sénat par la gauche en fut l'aboutissement. Coupé de cette base et des périphéries, et malgré le charisme populiste de son dirigeant, ce parti n'a pu échapper à la sanction lors des dernières élections nationales.

Régénération

Cette série manifeste l'aspiration majoritaire à la régénération de la vie politique et de la démocratie, à laquelle doivent répondre la nouvelle équipe dirigeante ainsi que la gauche de la gauche. Ce scénario n'est-il pas la réplique en miniature de la crise d'une Union européenne enlisée dans ses propres contradictions ? N'est-ce pas l'Union européenne qui a co-piloté les programmes d'ajustement structurel (PAS), qui ont conduit les pays du sud au surendettement, et souvent aux régressions politiques et à la mise en cause de leur intégrité territoriale ?

La voilà prise à son piège, ses États étant les nouvelles cibles des marchés et organismes financiers. La crise de l'UE est celle d'un système anthropologique fondé sur des valeurs devenues mortifères en l'absence de contrepoids suffisants,

celles d'un impérialisme parasite, d'un culte endémique de la croissance et de la compétitivité, d'un individualisme atomisant.

À l'image de l'Amérique latine, les peuples européens ne s'émanciperont du carcan néolibéral que par l'ouverture au monde non occidental et par la promotion de valeurs alternatives, fondées entre autres sur le développement socio-culturel et une coopération plus authentique entre les peuples, les territoires et les citoyens.

La responsabilité des citoyens

La nouvelle mandature, celle de la présidence Hollande, qui a conquis tous les pouvoirs, offre l'opportunité d'une évolution en profondeur des mentalités, à l'écart des reflux inquiétants incarnés par le FN. Pour ce faire, il est de la responsabilité des citoyens de pondérer le centralisme autoritaire dont François Mitterrand alors opposant se plaisait à dire qu'il conduisit sous la 5^e République à « *un coup d'État permanent* ». Décision non débattue d'une intervention militaire au Mali, conflit avec le monde associatif concernant l'avenir du territoire de Notre-Dame des Landes... ces faits manifestent une énième tentation d'abuser d'un pouvoir dont une part reste illégitime. L'avenir dira quelle partition pourront jouer peuples, citoyens et démocrates pour que le cours des choses soit infléchi en leur faveur.

Martine Boudet

• *Internacional*

CATALONHA cap a la sobeiranetat

Aprèp las eleccions de novembre, qu'an vist una larga majoritat catalanista l'emportar al Parlament de Catalonha, lo president de la Generalitat Artur Mas a passat un acòrdi de majoritat amb l'Esquèrra Republicana per menar a bona fin la tenguda del referendum d'auto-determinacion a la fin de 2014.

Declaracion de sobeiranetat

Aquela situacion se concretiza pel vòte pel Parlament lo 23 de genièr d'una declaracion de sobeiranetat e del dreit de decidir del pòble de Catalonha.

Lo tèxt, vertadièra fuèlha de rota abans lo referendum, afortís : la legitimitat democratica de la demarcha, la transparéncia totala, lo dialòg a totes los nivèls (Espanha, Euròpa, institucions internacionalas), l'europèisme, la legalitat, lo ròtle central del Parlament que demanda, amb la Generalitat al « *mond local, e lo nombre maximal de fòrças politicas, d'agents economics e socials, e d'entitats culturals e civicas del país nòstre* » de s'implicar.

Doas annadas decisivas

Madrid va faire tot son possible per entrepachar la volontat democratica de Catalonha e dels Catalans (sens doblidar los Aranèses) de s'exprimir : una responsabla del PP s'òmia d'una situacion a la francesa per las lengas dins l'Estat espanhòl, lo Parlament de Madrid torna introduir las corsas de taures dins tota Espanha, lo chantatge sul refús d'Euròpa d'acceptar Catalonha se met en plaça,...

Las doas annadas que venon van èsser decisivas non solament per Catalonha mas tanben pel devenir dels pòbles d'Euròpa.

Alan Roch

Accueillir ou expulser

Alors que les assassinats et les disparitions se poursuivaient en Tchétchénie, en septembre 2012 le ministère de l'intérieur persistait à vouloir expulser un ressortissant tchéchène vers la Russie.

Conduit à l'aéroport de Blagnac, le ressortissant tchéchène a refusé d'embarquer et la police a, finalement, décidé de le reconduire en centre de rétention.

Voici résumé son parcours en France : arrivé au cours du mois d'octobre 2008, Monsieur T. traumatisé par des années de guerre et les violences qu'il a subies, se retrouve, à la rue, puis dans un squat.

En procédure Dublin, il est interpellé et placé en rétention. Quand il est libéré, il va mal. Il ne comprend rien à la procédure dont il fait l'objet. Il n'a ni toit, ni argent. Il ne parle pas notre langue et ne peut, bien sûr, rentrer chez lui. Une longue errance commence.

Il quitte la région parisienne pour La Rochelle. Il dépose enfin sa demande d'asile en décembre 2009 soit plus d'un an après son arrivée en France. Il est convoqué à l'O.F.P.R.A. au cours de l'été 2010. Son entretien dure trois heures trente. Six mois plus tard, sa demande est rejetée. Il n'a pas été clair.

Il est sans ressource, hébergé au 115, il ne peut prendre un avocat. Certes, il bénéficie de l'aide juridictionnelle mais ne rencontre jamais l'avocat désigné à ce titre, seulement quelques minutes avant l'audience. Sa demande est définitivement rejetée en juillet 2011. Le 115 cesse sa prise en charge. À nouveau, il se retrouve à la rue.

Monsieur T. tente malgré tout, de régulariser sa situation. Il cherche du travail, trouve un employeur

et se présente à la préfecture avec sa promesse d'embauche. Il souhaite obtenir une autorisation de rester et de travailler. On lui dit que l'on va examiner sa demande. Il reprend espoir. Pourtant, il est interpellé le 8 août 2012 et placé en rétention.

La Tchétchénie demeure une zone de non droit où la violence et la terreur font partie du quotidien comme en témoignent des universitaires, des chercheurs, spécialistes de cette région qui se consacrent depuis de nombreuses années à l'étude de la situation lors notamment de séjours sur le terrain.

Renvoyer Monsieur T. vers la Fédération de Russie revient à prendre le risque que sa vie ou sa liberté soient menacées, qu'il soit exposé à la torture, à des peines ou des traitements inhumains ou dégradants.

Un tel acte est indigne des engagements pris par Monsieur Hollande lors de sa campagne électorale en faveur des Droits de l'Homme et serait contraire aux engagements pris par l'État français qui a ratifié la Convention européenne des Droits de l'Homme et la Convention de l'ONU contre la Torture.

**Tatiana
et Igor B.**

L'immigration n'est pas une question « régionale » !

Propositions pour un cadre de réflexion sur l'immigration

Aqueste tèxte es una mesa en perspectiva de la question de l'immigracion dins l'encastre d'un debat d'Euròpa Ecologia-Provença. Ne'n podètz reconèisser la logica nòstra. Mai d'unei qu'aparan una amira ecologista « pura », ne'n coneisson pas totjorn lei condicions. Es per aquò que nos fau tapar de traucs e tornar dire nòstre biais d'espelucar aquela question. Lo debat passa, de segur, l'espaci provençau. Aquest article es estat publicat dins la revista internacionala « La Questione Meridionale » ; aquela compren tanben de tèxtes de Enric Jeanjean e de Joan Pèire Hilaire, per la question occitana, que podètz comandar.

Plutôt que de donner des réponses au statut de l'immigré et à celui des « droits » que les gouvernements successifs ont avancé pour réduire toute intégration possible et mettre en place des dispositions sécuritaires, prenons la question sous son angle politique et n'en faisons pas une question à part, au risque de ne valoriser que l'événement. C'est là la méthode des Guéant/Sarkozy. (1)

Les questions de société sont toujours sensibles et les crises du capitalisme (aujourd'hui mondialisé, financiarisé et acteur des dérèglements les plus grandes dans l'histoire des marchés) ne font qu'accélérer les « dysfonctionnements » de cohérences très provisoires qui font, à un moment, « l'histoire ». L'immigration s'inscrit comme l'un des effets de ces bouleversements dont nous ne connaissons qu'une infime partie de ce qui va suivre...

Dépasser les clivages « régionaux » qui nous sont imposés

Le constat d'une immigration « tiers-mondiste » dans nos micro-régions n'est pas nouveau. Depuis des années, les occitanistes, (les Verts, aussi) ont dit que la réponse à la montée du FN – par l'instrumentalisation la plus simpliste de ce thème – devait être locale/régionale et globale. Nous y avons ajouté un autre facteur (c'est aussi le point de départ d'une analyse

occitaniste, et non simplement « tiers-mondiste ») : une immigration nord-européenne renforcée par l'ouverture d'un marché unique européen. Si on ne peut l'oublier, on n'en parle que rarement quand on aborde les statistiques de l'immigration prises en compte par la sociologie : c'est pourtant le produit du « Grand Sud-Ouest » des giscardiens et de la « Floride occitane » des années 70, après la colonisation touristique et financière accélérée de la Provence au XIXe. C'est aussi la prise en compte des personnes nées à l'étranger, de retour dans l'hexagone (2). Le « colonialisme intérieur » de Robert Lafont faisait l'analyse de situations globales. Simple rappel que les démocrates et opposants à la droite ignoraient superbement (exception faite, un court moment, de la part de Rocard et de la « Nouvelle gauche », juste avant qu'elle ne rentre dans le giron du PS, pour l'essentiel).

On ne sauvera donc ni Var ni Provence si l'on ne fait qu'un simple constat car les raisons sont plus profondes : concentration des richesses et des savoir-faire de la techno science en Occident, exploitation des ressources naturelles du Tiers Monde (rappelez-vous « *Le pillage du tiers monde* » de Jean Rué, alias Pierre Jalée, cahiers Maspero, 1966), pour ceux qui étaient déjà attentifs à ces questions, un contemporain de Dumont. C'est toujours d'actualité, mais le pillage s'est accéléré avec la

France-Afrique et les accords néo-coloniaux : conséquences environnementales, culturelles, dépossesion des souverainetés nationales par les bourgeoisies « régionales » soutenues par la politique française et occidentale, paupérisation et acculturation au modèle dominant d'exploitation. Et surtout, globalisation. Aujourd'hui les « révolutions » d'Afrique sont dans le droit fil des conditions de ce type d'exploitation. La France y est toujours présente, économiquement et militairement. Les réseaux Focart ont toujours existé et les coups tordus s'y sont maintenus sous tous les gouvernements des 50 dernières années.

Le FN, comme l'extrême droite européenne, sont le produit des politiques française et occidentale.

La décolonisation ne s'est pas réellement faite, les liens économiques avec les pays colonisés se sont transformés en contrats inégaux ; les petits Blancs intégrés dans l'hexagone n'ont jamais eu les moyens de comprendre leur histoire et les immigrés qui ont fait la richesse du capitalisme des « Trente glorieuses » ont été les boucs expiatoires qu'on leur a donnés comme seule explication. Le tortionnaire Le Pen a saisi ces opportunités de la pauvreté sociale et de la misère politique au fil des crises du système. Son racisme et son antisémitisme ont accompagné le discours classique de l'ultra nationalisme français qui est une tradition forte (Maurras, Barrès, Daudet, des

occitans convertis à la course à l'échalote ou/et aux seconds rangs du pouvoir). On sait où cela a conduit.

L'immigration doit être resituée dans ce contexte. Le « développement » du capitalisme dans sa forme actuelle a relativement moins besoin d'une main d'oeuvre bon marché et soumise à la mobilité. En période de crise sociale (8 millions de personnes laissées sur le bord de la route), elle n'est plus une armée de réserve pour le capitalisme mondialisé qui réinvestit dans d'autres secteurs et « ressources humaines » d'autres lieux. Sa logique est financière, infondée sur des productions à finalité sociale. C'est ce changement qualitatif du « développement » qui accélère ce vide social (3) qui est son talon d'Achille. (4) C'est sur ce vide et cette non-reconversion rapide du travail local/régional que le FN joue. La solution n'est donc pas dans une fuite en avant qui consisterait à dire que les flux migratoires sont une question qu'il faut prendre au sérieux parce que risque majeur de déséquilibres socio-économiques graves. (5) Les immigrés sont assujettis à l'impôt, aux cotisations sociales, et les revenus engendrés par leur travail sont largement positifs, les chiffres le prouvent. (6) Il faut arrêter de ne pas répondre au mensonge frontiste et de se laisser contaminer par lui.

Un monde social en déshérence

Et la question « démographique » en est le vrai alibi. La Provence et ses statistiques ? La démographie très relativement forte de notre région tient avant tout aux migrants hexagonaux et européens : cadres, retraités et rentiers héliotropiques. Le vote FN est un vote surtout urbain qui s'appuie sur la logique métropolisation. La réforme territoriale prend bien en compte cette logique et la renforce. Logique



Au début du 20ème siècle, des migrants espagnols franchissant les Pyrénées.

centraliste et concentrationnaire des populations pauvres dans des ghettos. Logique de concentration d'emplois tertiaires prioritaires depuis la fin des industries implantées au « Sud », puis liquidées par des directives européennes et des choix de reconversion sans grand effet sur l'emploi (métallurgie, navale, charbon depuis la CEE, l'ouverture du Grand marché européen...) ; liquidation de l'agriculture familiale et priorité donnée à l'agriculture productiviste au Nord, avec politique de subventions pour les mêmes et distribuées par l'État aux gros producteurs céréaliers et à leurs actionnaires. Politique de mitage des territoires par un habitat qui ne permet plus d'organiser la vie sociale, satellisation des villages en cités dortoirs, perte du *viure ensem*...

Autant rappeler que l'occitanisme a fondamentalement dénoncé cette logique des concentrations, sans toujours pouvoir se faire entendre. Nous avons toujours revendiqué des espaces ruraux et urbains plus équilibrés. Or la côte et l'intérieur concentrent des modes de vie qui semblent différents, où la pauvreté est moins apparente mais bien réelle dans nos villages-dortoirs. On dort dans le Haut Var ou le Centre Var, mais on travaille à Aix, Marseille, Aubagne, Nice qui sont des pôles d'attraction... La misère culturelle est toujours pré-

sente dans ces espaces de consommation inégale et de travail majoritairement tertiaire. Avez-vous vu des tags en Aveyron ou en Corrèze ? La côte, par son urbanisation concentrationnaire et sélective (plus de riches et plus de pauvres dans des espaces cloisonnés) est définitivement condamnée aux conflits sociaux, au mal vivre, à l'insécurité croissante (Gaudin, Estrosi, Falco (7) font travailler la télésurveillance de leurs petits camarades, les entreprises de sécurité se développent autour des grandes concentrations démographiques, des ports de plaisance et gagnent même les communes petites et moyennes). Les déséquilibres micro régionaux expliquent les déserts ruraux et les métropoles baptisées « bassin d'emplois ». C'est de tout cela que se nourrissent l'UMP et le FN. Qui court après l'autre ?

Des solutions locales et globales

Où il nous faut reparler de fédéralisme territorial et de coopérations. Quels éléments pourraient nous aider dans la recherche d'alternatives sociales et politiques ?

La construction européenne est un élément à prendre en compte. Parce qu'elle est confrontée à cette question de la paupérisation des pays néo-colonisés (surtout dans l'aire franco-britannique) et qu'elle

ne bouge pas sur ces questions du travail et de l'intégration. Parce que l'Europe politique n'existe pas et que les États sont toujours aux commandes et ne fonctionnent qu'en fonction de leurs intérêts égoïstes. Si nous avons des élus à Bruxelles, c'est que nous pensons que la transformation démocratique de l'Europe reste à faire et qu'il y a des propositions en direction de solutions alternatives à construire.

Dans l'Europe du marché, seul le marché est valeur première (liberté de circulation, des biens et des personnes). Pourtant, des solutions éparses et alternatives naissent très lentement. La conscience écologique est liée aux effets de cette dimension étroitement économiste et à ses conséquences. Mais elle ne fait que très rarement le lien avec la réalité des territoires historiques qui la conditionnent aussi et qui sont le cadre d'une écologie des peuples. L'avancée des régions autonomes est un fait majeur dans les États centralisés de type XIXe siècle, considérés comme un aboutissement de leur histoire. C'est une première concrétisation de l'idée fédéraliste comme réponse aux vieux modèles centralisateurs. Des expériences de coopérations naissent aux niveaux local et régional. Ce n'est pas en France, mais dans des pays qui sont sortis de dictatures ou dont la tradition fédérale a permis des avancées démocratiques, de gestions plus autocrates. Mondragon, dans ce cadre étroit du marché, est une forme coopérative de répartition des gains de productivité et de réinvestissements nouveaux qui fait du Pays Basque (avec la Catalogne) la force économique qui contrebalance le pôle madrilène dans l'espace ibérique. On peut toujours émettre des réserves sur la logique de l'acquisition des matières premières et des conséquences écologiques imposées par le système. C'est sans doute un

Bilan financier de l'année 2005 (en milliards d'euros) (6)

• Ce que coûtent les immigrés au budget de l'Etat (ou au budget d'autres collectivités ou organismes publics): -retraites: 16,3- santé: 11,5- famille: 6,7- chômage: 5- éducation: 4,2- logement: 2,5- RMI: 1,7. Soit presque 48 milliards d'euros.

• Ce que rapportent les immigrés au budget de l'Etat (ou au budget d'autres collectivités ou organismes publics): - cotisations sociales: 26,4- taxes sur la consommation: 18,4 - CSG et CRDS: 6,2- Impôts sur le revenu du travail: 3,4- Impôts sur le revenu du patrimoine: 3,3- Impôts locaux: 2,6. Soit un peu plus de 60 milliards d'euros.

Solde global : l'immigration rapporte chaque année plus de 12 milliards d'euros aux budgets de l'Etat, de nos collectivités territoriales et des organismes de protection sociale (enquête faite, à la demande du ministère des Affaires sociales, par des économistes de l'Université de Lille).

Notes

« *La Questione Meridionale / The Southern Question* è una rivista scientifica internazionale "peer reviewed" che prende in esame su base globale le dimensioni storiche, sociali, linguistiche, culturali e letterarie del fenomeno. Numeri unici della rivista possono venir destinati a varie utilizzazioni: la pubblicazione di atti di convegni sull'argomento, la diffusione di aspetti teorici sulla questione meridionale, indagini relative a particolari aree geopolitiche, e così via. » info@pellegrineditore.it

1- Respectivement Ministre de l'Intérieur et Président de la République française avant les élections présidentielles et législatives de 2012. Mais on ne peut ignorer la même politique répressive de M.Valls en direction des Roms, depuis l'arrivée de cette gauche au pouvoir.

2- Les projections pour 2010 d'une recherche socio-économique estiment l'immigration globale à 10,6%. Les chiffres, pour nos voisins européens, sont plus importants: Autriche: 15,6%, Espagne: 14%, Allemagne: 13%. Aux Etats-Unis, elle est de 13,5%. (Alternatives Economiques, mai 2011).

3- C'est ce chômage de masse que le marxisme classique stigmatisait comme une armée de réserve au XIXe siècle et qu'Alain de Benoît, le Think tank de l'extrême-droite, défend encore dans le dernier numéro d'Eléments! Le caractère anachronique de solutions plaquées permet de curieux télescopes.

4- Le vote du PCF avant le Programme commun n'a pas été qu'un simple vote de contestation. Il faut arrêter de le comparer à un vote populiste et, par amalgame, proche de celui du FN. C'est la thèse des «politologues » et des médias parisiens. On peut ne pas être d'accord avec ses propositions et refuser la démagogie d'un G. Marchais. Mais le PCF a décliné quand sa politique extérieure l'a rattrapé sur le plan social et que ses accords avec la social-démocratie de Mitterrand l'ont laissé sans réponse. Dans une logique proche, le Mélenchonisme trouve une place de contestation, après la phase souverainiste et la crise des Etats confrontés à la construction européenne, dans le sillon des crises inter-courants du PS. L'un comme l'autre sont contre une Europe fédérale des régions. Quant à l'écologie récemment découverte, ils en picorent tous, à l'aveugle, le travail de transformation sociale que les écolo-régionalistes ont valorisé et qui fait sa percée face à l'aggravation des crises énergétique et climatique liées au productivisme.

5- 250000 Libyens fuyant la guerre, sont reçus en Tunisie, contre 20000 à Lampedusa. La partie de ping-pong dérisoire entre Berlusconi et Sarkozy continue... Si l'espace Schengen n'est pas une fiction, il n'en demeure pas moins une réalité à géométrie très variable avec le retour en force des Etats. Que faire avec l'Europe ?

6- Cf. tableau. Chiffres cités par Lucien Recrosio (EELV-Paca), à partir de Courrier International et Capital de janvier 2011. Même dans la logique de «l'armée de réserve du capital», quelques dizaines de milliers de jeunes actifs immigrés permettraient de rééquilibrer les déficits sociaux par leurs cotisations à la protection sociale. Les budgets des Etats, comme des Régions et autres collectivités territoriales, ne pourraient en être que bénéficiaires.

7- Respectivement maires de Marseille, Nice et Toulon.

8- Pour paraphraser Robert Lafont (*Pecics de mièg-sègle*, Lyon, Fédérop, 1999) on pourrait dire que le but des ouvriers n'est pas le syndicat; que l'objet des mineurs n'est pas le charbon; que celui des viticulteurs n'est pas le vin; mais qu'ils ont tous une réponse à leur questionnement civique, politique et social dans l'autonomie à faire, dans un cadre démocratique élargi. La régionalisation démocratique c'est l'autonomie, ce n'est pas la décentralisation à la française que la majorité des partis de gauche a toujours en tête et qui est une réponse décaféinée du centralisme confronté à la globalisation.

aspect de la production qui retient l'attention des coopérateurs aujourd'hui. Le secteur coopératif français (près de 2000 SCOPs) est à développer à partir de choix sociaux et écologiques.

C'est tout un secteur créateur d'emplois et de relations sociales différentes, un facteur de régulation des économies régionales face à la logique dominante aujourd'hui de financiarisation des marchés. Ce secteur est une réponse forte aux questions que nous nous posons et des solutions à réactiver. Ceci pour dire que la dimension régionale, interrégionale, euro régionale est l'axe structurant de nouvelles politiques économiques, sociales, écologiques, culturelles, qu'il faut construire. La référence aux autonomies d'Europe – Pays de Galles, Écosse, Catalogne, Pays valencien, Galice, Andalousie, pour ne citer qu'elles – montre bien que nous sommes dans un autre monde : celui de l'initiative locale/régionale dans le cadre des États qui ont su (et dû) muter; loin de la timide décentralisation à la Defferre, remise en question par Sarkozy. Imaginez la Provence, dans son interrégionalité occitane. Imaginez, plus largement, l'Euro région occitane dans le concert des autonomies d'Europe (8), et vous aurez plus de latitude, sur la base d'élargissement de compétences et de budgets correspondants, pour repenser la vie sociale, refonder la citoyenneté et la démocratie de proximité. Nous sortons alors de l'Europe interétatique du grand marché pour fonder l'Europe politique et sa démocratie partagée. Nous pouvons alors imaginer l'émergence d'une autre Europe, aujourd'hui grippée par les intérêts particuliers des États, et envisager d'autres solutions sociétales. Nous pouvons penser, dans un contexte européen différent, la VI^e République ; celle des solutions calami-

teuses de la droite, cautionnées par une grande partie de la gauche, engluées toutes deux dans la logique centralo-présidentialiste.

L'immigration : vrai ou faux problème ?

Quand on sait regarder comment la machine France fonctionne par rapport à l'Europe, on comprend que la crispation étatiste ne peut répondre que par la contrainte aux problèmes de société : sécuritarisme, fermeture des frontières et repli des États, contingentement et sélection sociale des migrants, expulsion des Roms, atteinte aux citoyens du Voyage, dérapages racistes répétés des ministres, palinodies sur le voile et la loi sur la laïcité, inappliquée par la majorité, rites d'exorcisme (nationalité, identité, républicanisme à toutes les sauces, culturalisme populiste en direction de l'armée de la précarité, pérennité du présidentialisme gaulliste et parlementarisme en panne, renforcement du centralisme et de l'a-démocratie).

Les mouvements de contestations dans les pays arabes, en Afrique, le néocolonialisme de fréquentation qui a étroitement lié cette bourgeoisie française aux cercles financiers et aux bourgeoisies nationales qui ont failli (du fils J-C Mitterrand à Alliot-Marie), reposent les questions restées sans réponse: Comment refonder l'échange en échanges équilibrés, sans contreparties inégales ? Comment rendre compte d'un développement maîtrisé et soutenable, fondé sur des savoir-faire et des cultures autocentrés ? Comment aider à une formation technique (et à des échanges de formation) sans renier les pratiques et les usages liés à une vie de proximité dans les campagnes et dans les villes ?

Le Bloc Afrique reste à faire. Les peuples qui se révoltent donnent déjà des réponses dans la difficulté la plus grande. Et l'Occident essaie de ne pas perdre la main... On est au moins certain d'une chose : l'ali-bi islamiste, que brandit la droite la plus inintelligente qui soit, ne peut exister que lorsque les peuples ne prennent pas eux-mêmes en mains leur libération.

Ces questions sont déjà une réponse sur le fond à l'immigration: en fixant les populations chez elles et en leur permettant de trouver des solutions locales et interrégionales dans une perspective géopolitique différente, tournée vers le Bloc africain et sans dépendance. Ce qui n'exclut pas les échanges avec l'Europe et l'Occident en général. Et surtout, ce qui doit nous inviter à repenser l'économie en termes d'échanges entre les Afriques, la Méditerranée et les rééquilibrages des richesses et des économies au Sud.

La « Question Méridionale », que soulève ce numéro spécial, nous invite à renforcer nos analyses et nos participations actives en direction d'une autre Europe que celle que nous connaissons. La fin de la domination d'une Europe du Nord sur une Europe du Sud – cette réalité économique et politique actuelle, lourde de conséquences sociales mais aussi de négation des nationalités – en est aussi une des conditions essentielles qui nous permettra de prendre en compte, dans la construction d'un destin occitan, les synergies méditerranéennes et africaines.

Gérard Tautil



• Istòria

« *Hac audita pars Aquitaniae sese Crasso dedit obsidesque ultro misit ; quo in numero fuerunt [...] Elusates ...* »

Jules César

Guerre des Gaules, Livre III

En Novempopulanie romaine

Le trésor des Élusates

Début novembre 2011, était rendue publique la découverte à L'Isle-Jourdain (Gers) d'un énorme trésor composé de milliers de pièces de monnaies en bronze, contenues dans trois amphores romaines et datées de la fin du III^e siècle. Le monde romain tardif et ses provinces connaissaient à cette époque une crise et une dévaluation monétaire importantes. Ce trésor appartenait peut-être à un riche propriétaire terrien d'Aquitaine qui aurait voulu cacher ses économies par peur des bagaudes paysannes et des incursions barbares, en un siècle de grande instabilité politique : 70 empereurs dont 25 usurpateurs dans un contexte d'anarchie militaire générateur de violences en tout genre.



Cette découverte en rappelle une autre de 1985, dans la capitale romaine de l'Aquitaine III ou Novempopulanie : Eauze est aujourd'hui un paisible village du Gers célèbre pour son Armagnac ... et son trésor romain !

Jules César cite les Élusates parmi les peuples qui se soumirent à son lieutenant Crassus après la défaite des Sotiates devant les armées romaines le 10 septembre 56 avant J-C. La nation aquitaine qui selon César « *s'étend de la Garonne aux Pyrénées et à la partie de l'Océan qui baigne l'Espagne* » et dont « *les peuples se différencient des Celtes par leur langue, leurs coutumes, leurs lois* », cette nation donc très originale va vivre dorénavant à l'heure romaine.

Toutefois, malgré la tentative d'Auguste de les dissoudre dans l'ensemble celtique au 1^{er} siècle, les Aquitains ne cesseront de se faire entendre à Rome, jusqu'à ce qu'un empereur reconnaisse leur particularisme à la fin du III^e siècle et rétablisse l'autonomie de l'Aquitai-

ne sous le nom de Novempopulanie : « *pays des neuf peuples* » divisés en neuf cités, dont on peut lire la liste sur la fameuse inscription du Pays Basque à l'église d'Hasparren. En tête, on reconnaîtra la cité des Élusates avec Eauze pour capitale qui devient la métropole de toute la Novempopulanie.

Quand Jules César raconte comment et pourquoi il décida d'envoyer en 56 avant J-C les légions de Crassus écraser les Aquitains, il écrivit ce commentaire oh ! combien réaliste et toujours actuel : « *Tous les hommes ont naturellement au cœur l'amour de la liberté et la haine de la servitude* ».

Une découverte fabuleuse

Ce 18 octobre 1985 à Eauze, au sud du plateau de Ciutat, les pelles mécaniques creusent depuis deux mois aux environs de la gare pour implanter une zone industrielle.

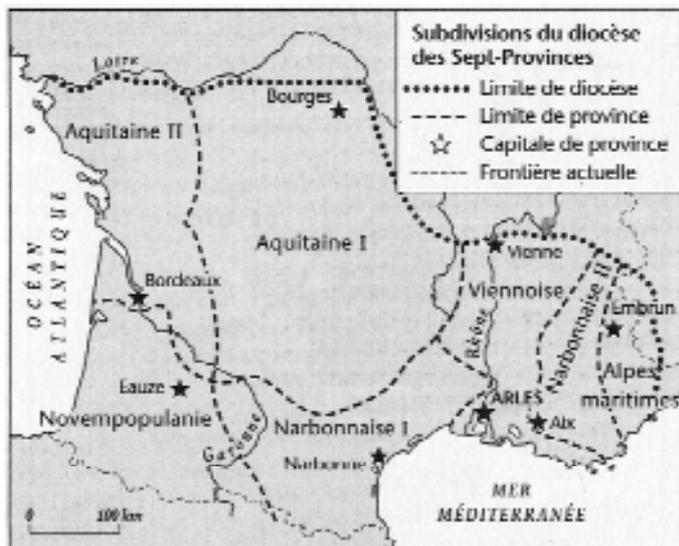
« *Ciutat* » vient de l'occitan *ciutat*, la cité antique et/ou la ville, lui-même issu du latin « *civitas* ». Et l'on pense aussitôt bien sûr à la capitale de la Novempopulanie. Or voici qu'une fosse circulaire apparaît sous l'action d'une pelle.

À l'intérieur, une cassette de bijoux féminins : des bracelets en or, des colliers, des bagues, des pendentifs monétaires, des intailles, des camées, cinq paires de boucles d'oreilles... la plupart ornés de pierres précieuses et de perles. Trois lingots en argent voisinent avec des cuillères de même métal, des couteaux à manches d'ivoire, l'un représentant Bacchus et l'autre un muflon de lion.

Enfin sur le fond de la fosse, plusieurs sacs contenaient 28000 monnaies en argent et en cuivre argenté, quelques unes en or, le tout d'un poids de 120 kg.

Ci-dessus : pièce à l'effigie de Tetricus
Ci-dessous : pièce à l'effigie d'Aurélien





* Ci-dessus :
 - Carte : Le diocèse de Vienne regroupe sept provinces dont la Novempopulanie avec Eauze pour capitale.
 - Éléments du trésor d'Eauze
 * De gauche à droite :
 - La tétrarchie de Dioclétien avec deux Auguste (empereurs titulaires) : Dioclétien et maximin et deux César (empereurs suppléants) : Galère et Constance



Un couple surnommé « Libo »

Ce trésor d'Eauze nous informe sur la circulation monétaire de l'Antiquité, sur la vie, les goûts et les mœurs des riches Aquitains de cette époque. Ces monnaies proviennent des ateliers monétaires de Cologne en Germanie, de Rome et de Milan en Italie, de Kostolac en Yougoslavie et d'Antioche en Syrie : ce sont les villes résidentielles de l'empereur et de son armée.

Monnaies de bon poids, bijoux en or et objets en argent ont peut-être été accumulés à des fins spéculatives : nous sommes en effet à la veille d'une grande crise économique de l'empire romain et d'une forte dévaluation monétaire.

Quoi qu'il en soit, l'importance et la qualité de ce trésor font dire aux archéologues qu'il appartenait à un personnage très important au service de l'empereur. Sur les cuillers en argent est gravé le surnom d'un couple d'Élusates : « *LIBO* ».

La polychromie et les formes géométriques des bijoux permettent de dater le trésor d'Eauze du III^e siècle après J-C. D'autre part, les monnaies les plus récentes sont à l'effigie de l'empereur romain

Gallien et de l'usurpateur Postume : on en déduit donc que le trésor fut enfoui au plus tôt en 261.

Un siècle d'anarchie militaire

Or, c'est une époque qui se caractérise par une totale anarchie militaire. Portés au pouvoir par leurs armées, vingt-deux empereurs vont défiler à la tête de l'empire romain en 50 ans de 235 à 285 !

Durant toute cette période, les frontières de l'Empire sont menacées par des tentatives d'incursions des Goths, des Francs, des Alamans. À l'intérieur, l'on assiste à de graves troubles à la fois politiques, sociaux et religieux. En 250, l'empereur Decius promulgue un Édît qui relance les persécutions contre le Christianisme en décimant le clergé.

À l'ouest des Alpes, Postumus fonde en 260 un empire qui durera quatorze ans – le futur territoire occitan est donc concerné –, auquel se rallient la Bretagne et l'Ibérie. Cette année-là, on comptera cinq empereurs légaux... ou illégaux. On peut penser que l'enfouissement du trésor d'Eauze est lié à la guerre

civile qui débute en 274 entre le dernier empereur « usurpateur » Tetricus et l'empereur « légitime » de Rome Aurélien.

Bien d'autres trésors sont d'ailleurs cachés à cette époque dans nos régions, tel celui de Lectroul dans la ville basse. Les propriétaires, massacrés ou fugitifs, ne sont jamais revenus récupérer leurs trésors. On en a retrouvé plusieurs sur la côte atlantique, de la Gironde à l'Adour.

À Toulouse même, un trésor de 497 Antoniniani est enfoui en l'an 282, rue Riquet. Un autre d'environ 50000 pièces, retrouvé dans le pays de Foix fut daté de 264-268. Un autre encore à Verniolles toujours dans la vallée de l'Ariège fut caché entre 270 et 274. Trois autres furent découverts à Saint-Cizy près de Cazères en bordure de la voie romaine de Tolosa à Lugdunum Convenarum (Saint-Bertrand-de-Comminges). De même celui de « Feuillerat » à Martres-Tolosane.

—>

• *Vinhas e vin*

Les "cépages interdits" font de la résistance

Une civilisation du vin et de la vigne

Les civilisations méditerranéennes ont toujours eu un lien très fort avec la vigne et le vin. Soleil, chaleur et sols se prêtaient à la culture de la vigne et le vin accompagnait art de vivre et convivialité. Le premier vignoble « occitan » fut implanté à Massilia par les Grecs en 600 avant JC. Puis la conquête romaine développa la viticulture et le commerce du vin par la voie Domitienne reliant l'Espagne à l'Italie. La vigne remonta la vallée du Rhône au 1er siècle après J.C. et gagna peu à peu vers le nord et vers l'ouest.

Produire son vin pour sa consommation personnelle était aussi important que produire ses graines pour les semis à venir et chaque petit paysan avait sa parcelle de vigne. D'ailleurs le vin a longtemps été considéré comme un aliment, donnant sa force aux travailleurs des champs comme des mines, soignant malades et vieillards dans les abbayes et monastères médiévaux.

L'arrivée des cépages américains

La première crise survient en 1851, lorsque l'oïdium, importé d'Angleterre, ravage le vignoble. Cela pousse de nombreux viticulteurs occitans à s'expatrier en Algérie où ils ont toute liberté de planter, avec des taxes quasi inexistantes et une main-d'œuvre sous-payée.

Les autres, restés au pays, font venir des cépages américains, issus de la vigne sauvage qui court au bord des grands lacs et dans les forêts et résiste à tout : l'Isabelle et le Concord. Mais ils sont porteurs d'un puceron, le phylloxera, qui décime à son tour les cépages locaux à partir de 1869.

Des traitements au sulfure de carbone sauvent quelques vieilles espèces, mais beaucoup disparaissent, remplacées par des hybrides américains, plus résistants. Les vins qui en sont issus ont un goût inhabituel et on essaie de croiser les espèces locales et les cépages américains. C'est l'œuvre de deux ardéchois, G. Couderc et A. Siebel qui obtiennent des hybrides produc-

teurs directs ou des porte-greffes hybrides pour les anciens cépages. La production s'oriente vers la quantité au détriment de la qualité, la vigne descend vers les plaines où elle peut être irriguée.

L'interdiction des cépages sauveurs

En 1934, on est en surproduction : 95 millions d'hl venant de France et d'Algérie. Le gouvernement décide la distillation des surplus, puis l'interdiction de certains cépages, une décision teintée de nationalisme car « les cépages américains ont un goût détestable » d'après le rapporteur de la commission au Sénat alors que « les hybrides français sont admirables ».

C'est aussi et surtout un choix politique. On refuse de tenir compte de la surproduction d'Aramon, irrigué en permanence et donnant 300 hl à l'hectare, des privilèges accordés à « l'Algérie où des millions d'ouvriers travaillent de l'aube au crépuscule sous le knout, pour des salaires misérables » (député de l'opposition), de l'excédent d'alcool

Le trésor des Élusates (suite et fin)

Une réforme administrative de l'Empire

Dioclétien régnera de 284 à 305. Il reformera l'administration provinciale de l'empire en créant cent provinces réunies en douze diocèses. Dans ce contexte naît la Novempopulanie avec Éauze pour capitale. Elusa est alors sur la route de la future Gascogne, qui relie Tolosa à Burdigala. C'est une artère maîtresse qui draine le mouvement des personnes et des biens de Narbonne à l'océan par Toulouse, Auch, Éauze, Bazas et Bordeaux.

En 286, Dioclétien s'associe avec Maximien pour gouverner l'Empire : le premier en Orient, le second

en Occident. De plus, chacun d'eux – appelés Auguste – adopte un « César » avec droit de succession : c'est l'institution de la tétrarchie, ou gouvernement à quatre. Si Rome reste encore la capitale officielle de l'empire, on compte alors quatre résidences impériales : deux en Occident, deux en Orient.

La tétrarchie de Dioclétien

Dioclétien a marqué son règne sur le plan religieux par des persécutions généralisées contre les Chrétiens. Il faut attendre 313 pour que l'empereur Constantin y mette fin par l'Édit de Milan qui élève d'ailleurs le christianisme au rang de religion d'État.

Dès 318, l'on assiste aux débuts d'une controverse qui durera plusieurs siècles : l'arianisme, « hérésie » chrétienne qui sera condamnée au concile de Nicée. La future Occitanie en supportera les conséquences. N'oublions pas que les Goths du Ve siècle étaient chrétiens ariens quand ils feront de Toulouse leur capitale et qu'ils le paieront très cher contre Clovis au siècle suivant.

L'arianisme et plus tard le catharisme seront en effet des prétextes à l'invasion des territoires du sud de la Loire par les Francs de Clovis au VIe siècle et par les Francs capétiens au XIIIe siècle.

Georges Labouysse



• Vinhas e vin

de betterave ou de cidre. On préfère favoriser les grands domaines de France et d'Algérie.

Les seuls vraiment touchés seront les petits producteurs dont la totalité de la récolte est condamnée. Mais c'est aussi le triomphe du lobby de la chimie, déjà mis à contribution pour le soufre contre l'oïdium, la bouillie bordelaise pour le mildiou.

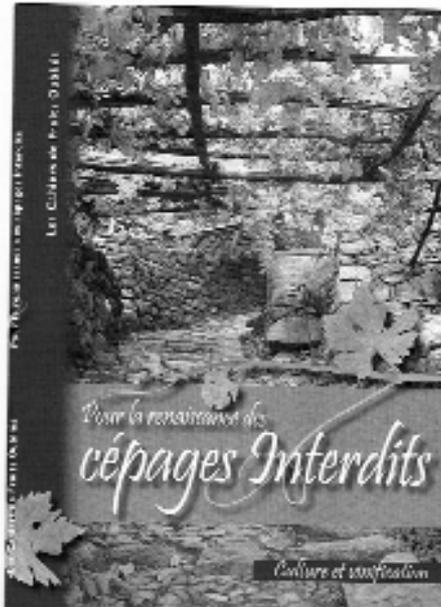
La recherche était lancée pour les maladies de la vigne, or les hybrides américains se développaient tout seuls sans traitement. La préférence du lobby allait donc aux cépages sensibles.

Les cépages rebelles

Une campagne de dénigrement des cépages américains est lancée pour accompagner la loi, votée à main levée la veille de Noël 1934, après des débats houleux à la Chambre des Députés.

On prétend que le vin qu'ils produisent contient plus de méthanol que les autres, donc « qu'il rend fou », que « c'est une piquette abominable », « le vin des garde-barrières », « le démon des Cévennes ». Les gens devront déclarer leurs cépages interdits : Isabelle, Noah, Clinton, Jacquez, Herbe-mont. Leur production finira à la distillerie ou en vinaigrerie. Peu de contrôles sont opérés jusqu'en 1953 où, après avoir répertorié les cépages interdits, l'Institut des Vins s'aperçoit que rien n'avait été arraché. Giscard, ministre des Finances d'alors, offre une prime à l'arrachage et une amende s'il n'est pas fait.

Mais beaucoup de petits paysans ou viticulteurs qui avaient choisi ces cépages résistants pour leur consommation familiale refusent d'arracher. Les cépages américains deviennent même le symbole de la rébellion contre le pouvoir central, en particulier dans les Cévennes. Les Cévenols, confrontés à une



L'association Fruits Oubliés publie une brochure « **Pour la renaissance des cépages interdits** » www.fruitsoublies.org

nature austère, habitués à une lutte acharnée contre les éléments naturels, mais aussi contre l'autorité religieuse et politique depuis la guerre des Camisards, ont une culture de l'interdit. Le Clinton est brandi comme « le vin des opprimés », « le vin phare de la résistance », « le vin des causes perdues ». Si bien que les cépages américains continuent de prospérer sur les treilles des maisons ou sur les bancels en cavallhons.

Des cépages d'avenir

Dans la haute vallée de la Beaume, en Cévenne ardéchoise, deux frères continuent de travailler leur vigne avec un mulet. En 1993, sentant leur fin proche et refusant de voir leur vignoble abandonné au reboisement, ils proposent au restaurateur du village de la vendanger à demi.

À leur mort, Hervé Garnier, décidé à conserver ce patrimoine, lance une association « Mémoire de la Vigne » pour racheter les 78 ares de la parcelle. Il découvre que c'est du Jacquez à 90%. Une analyse du vin confirme que le degré de méthanol est le même que pour les cépages autorisés.

On aurait pu croire qu'une interdiction datant de 1935 serait aujourd'hui levée. Or en 1999, le règlement communautaire a autorisé les croisements mais a rajouté «excepté les interdits de 1935», sans aucune justification! Seule la consommation familiale est autorisée.

Cela n'empêche pas le Clinton d'être vendu sur les marchés et bu dans toutes les réceptions officielles de la région, gendarmes et préfet en tête. Les raisins et le vin des cépages interdits ont des parfums particuliers – fraise des bois et litchi pour le Noah, framboise et pruneau pour l'Isabelle, framboise et airelle pour le Clinton, cassis pour le Jacquez – correspondant à la demande actuelle pour des goûts typés et originaux. On recherche aussi des vins naturels et les cépages interdits se sont adaptés aux terres cévenoles sans produits phytosanitaires. L'INRA ne s'y est pas trompé qui a lancé une campagne d'expérimentation de 6 ans.

L'interdiction n'est qu'euro-péenne, l'Isabelle est cultivé partout dans le monde : en Géorgie, au Canada, en Corée et Sibérie car il résiste à -30°, dans toute la ceinture tropicale car il résiste aux maladies cryptogamiques, au Texas le Jacquez est utilisé en brandy. On mesure donc l'absurdité d'une telle réglementation dont l'association « Mémoire de la Vigne » demande la révision.

En adhérant à l'association, vous pourrez goûter à la « Cuvée des Vignes d'antan », qui vous laisseront en bouche « des saveurs de fruits noirs confiturés » et « d'épices douces ».

Danisa URROZ (12/01/2013)

Association
Mémoire de la Vigne
<http://www.vigneantan.com/>

• *Vinhas e vin*

Le domaine de Trévallon

Le domaine de Trévallon se situe sur la commune de Saint-Etienne-du-Grès, dans le département des Bouches-du-Rhône, à 25 km au sud d'Avignon et à 7 km à l'ouest de Saint-Rémy-de-Provence, sur le versant nord des Alpilles. Un massif calcaire aux crêtes déchiquetées que le poète Mistral a comparé aux montagnes grecques.

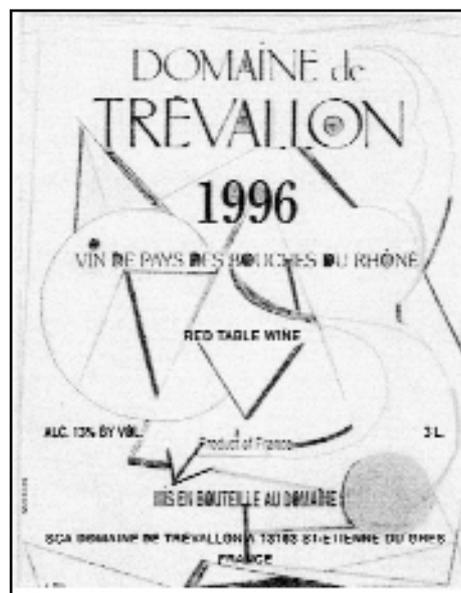
La vigne est aujourd'hui parfaitement intégrée à ce paysage envoûtant de garrigue. Elle y côtoie les chênes verts, les oliviers et les amandiers. La première chose qui saisit le visiteur, en arrivant au domaine de Trévallon, est cette roche calcaire, d'un blanc surprenant, aux formes éclatées, se découpant à vif dans un ciel à l'atmosphère transparente. On a vraiment l'impression qu'elle a toujours été là... Et pourtant, Trévallon est le résultat de la volonté d'un homme et de travaux titaniques : Éloi Dürrbach a planté les premières vignes dans les Alpilles en 1973, mais d'abord, des rochers sont dynamités, les sols sont travaillés en profondeur et les éclats de roches mélangés à la terre. Il s'agissait alors de 3 hectares qui donnèrent leur premier millésime dès 1976, alors qu'aujourd'hui, le domaine en compte 17 : 15 ha de rouges composés à parts égales de cabernet sauvignon et de syrah. Et 2 ha de blancs constitués de 45 % de marsanne, 45 % de roussanne et de 10 % de chardonnay.

Le domaine est connu dans le monde entier pour les qualités de son vin rouge, porté à la connaissance du grand public par le critique américain Robert Parker qui au sujet de Trévallon a écrit : « *L'une des plus grandes découvertes de ma vie a été le vin du Domaine de Trévallon* ».

Cabernet-sauvignon et syrah

Ce vin associe deux cépages que la géographie ne réunit pas souvent bien que le très bordelais cabernet sauvignon était présent en Provence avant la crise du phylloxera. La syrah en ces terres sudistes et rhodaniennes est bien plus fréquente.

Le vin du domaine de Trévallon est aujourd'hui distribué sous l'appellation « *vin de pays des Bouches du Rhône* » alors même que Éloi Dürrbach fut un des pionniers du renouveau de l'appellation d'origine contrôlée « *Baux de Provence* ». Seulement voilà : en 1993, quand les vignerons des Baux de Provence ont demandé à l'Institut National des Appellations d'Origine d'obtenir une appellation Baux de Provence pour les rouges, pour marquer définitivement la reconnaissance obtenue surtout grâce au vin de Trévallon, le



• *Chaque millésime possède une étiquette différente depuis 1996. Elles sont l'œuvre de René Dürrbach, père d'Éloi, artiste, peintre de renom, ami de Picasso, Fernand Léger et d'autres de ce milieu de siècle si prolifique. Au soir de sa vie, son fils lui a demandé d'imaginer les étiquettes pour son vin. Il en a créé une cinquantaine : quatorze ont déjà été apposées sur les bouteilles du domaine de Trévallon. Éloi Dürrbach a de quoi œuvrer encore sur plus de trente millésimes !*

syndicat des vignerons a décrété qu'il ne fallait pas mettre plus de 20 % de cabernet sauvignon dans l'encépagement. Sous prétexte que cela ne correspondait pas à la typicité du terroir.

Faire un vin dans lequel on croit

L'obligation pour Éloi Dürrbach de déclasser son vin, de sortir de l'appellation l'a beaucoup affecté : « *Cela m'a beaucoup blessé de ne pas appartenir à une appellation naissante ! Heureusement le déclassement n'a pas posé de problème à l'étranger car les consommateurs achètent avant tout du Trévallon. Et finalement le sens de l'histoire joue en notre faveur. Ne pas être enfermé dans la masse de l'appellation nous a permis de nous distinguer en continuant de faire un vin dans lequel on croit* ».

Jérôme Pérez

Trévallon est un vin unique que tout amateur de vin se doit d'avoir goûté : il possède une finesse et une élégance très rare, aucune lourdeur ; quand beaucoup de vins de la région se montrent très solaires, lui joue dans le registre de la fraîcheur. Il est doté d'une capacité de vieillissement qui est celle des grands vins : sans doute très ferme dans sa jeunesse, il mérite que l'on soit patient et que le temps fasse son œuvre pour laisser s'épanouir ce vin rare et précieux. Les bons millésimes s'épanouissent après 20 ans : le 1990 est parfait aujourd'hui et pourra bien se conserver encore quelques années.

Legirem lo Larzac !



Lo Larzac ven un brave subjècte d'estudis, d'imatges e de libres. 2011 e 2012 n'an balhat una bèla garba per celebrar aquel moviment revendicatiu fòrt que jòga sus mai d'un domèni : defensa de la ruralitat, antimilitarisme, moviment social, accion non-violenta, occitanisme,...

Entre mite e realitat, sovenirs de joinessa e engatjaments de l'ora, cal un còp de mai trapar son camin e nos reven de veire e de destriar dins totas aquelas accions la part d'occitanitat e tanben çò que nos pòt ajudar dins las lutas presentas e a venir d'aquel « *Larzac, symbole de résistance, de solidarité, d'espoir* ».

Un punt sus una carta

Dins son libre sul Larzac, l'istorian Pierre-Marie Terral partís de l'istòria factuala, del recopament de las informacions, del punt de vista de cada « camp », per veire cossí un centenat de païsans pòdon ganhar contra un Estat, en demorant solidaris maldespièch totas las trapadèlas e cossí aquel pichon punt sus una carta pòt venir un exemple per las accions internacionals.

Lo viscut d'una luta

Lo libre *Gardarem !*, de Christiane Bruguière, constituís un testimoniatge fòrt dins la mesura ont es escrit per una signatària del serment dels 103 en 1971 e que contunha de bailejar la revista *Gardarem lo Larzac*.

Es lo cada jorn qu'es aici contat amb l'inventivitat permanenta per respondre a las atacas e a la desinformacion, la transformacion del vejaire de cadun sus un platèu que res predisposava a venir lo far de plan de combates.

Acte mancat

Lo libre *Paroles du Larzac* recampa los Actes del collòqui d'octobre de 2011 « *Larzac, terre en marche* ». Païsans, istorians, jornalistas, escrivans confrontan los punts de vista.

E aquí l'escrivan occitan Roland Pecot interven per parlar (en patés dins lo titol) d'un terradou que s'es mudat en amiradou (per un còp, qu'amb *Gardarem lo Larzac !*

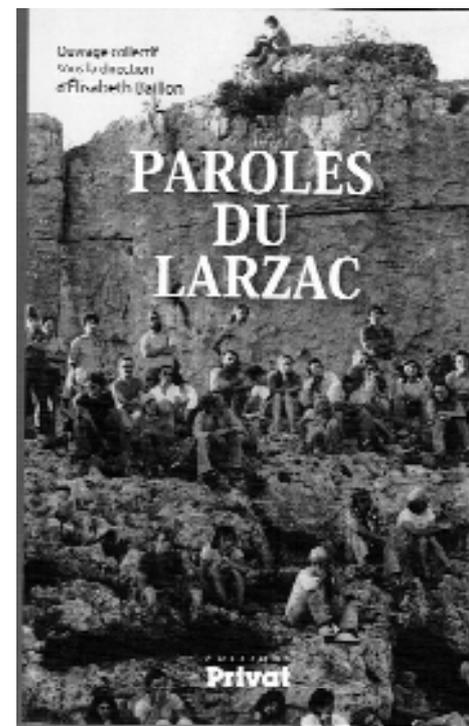
aviam balhat una lisibilitat bèla a la grafia de l'occitan !). A mon vejaire, son prepaus se tanca tròp dins unas generalitats e unas explicas tròp transposables d'un eveniment occitan l'autre. Domatge !

Lo Larzac occitan ?

Demòra doncas un libre de concebre e d'escriure sus la plaça d'una vision occitana a prepaus del Larzac : al-delà d'un eslogan, de qué se jogava en prigondor ? Quina influéncia lo Larzac agèt (o pas) sus las referéncias e las pensadas del moviment occitan (de *Luta Occitana* a *Gardarem la tèrra*, en passant pels artistas — La Mòstra del Larzac es ara tampada).

Lo Larzac nos noiràs encara o es recaptat tranquille dins nòstra mementa e dins nòstres discorses a costat de Montsegur, dels Camisards, de 1907, de las lutas vinhaironas ?

L. Albigés



- **Larzac, de la lutte paysanne à l'altermondialisation**, Pierre-Marie Terral, ed. Privat, 2011, 459 p, 25 €
- **Gardarem !, chronique du Larzac en lutte**, Christiane et Pierre Bruguière, préf. José Bové, ed. Privat 2011, 408 p, 24 €
- **Paroles du Larzac**, sous la direction d'Elisabeth Baillon, ed. Privat, 2012, 200 p, 17 €
- Le film **Tous au Larzac**, de Christian Rouaud, est disponible en DVD.

• **L'articlòt**

Manjar



Parlar, escriure, rire o plorar : activitats umanas, rai ; mas quina activitat encara mai basica, que partejam ambe lo renhe animal, e quitament lo vegetal ? Assimilar, se noïrir, s'alimentar, s'apitançar, en un mot : **MAN-JAR** ! I a pas qu'a considerar lo temps qu'i passam, a taula : *lo dejunar, lo dinnar, lo sopar*. E doblidem pas, dins las longas jornadas d'estieu, de *crostejar* dins la matinada; dins l'après-miègjorn, de prene *lo gostar o vespertin, o vespralh, de far quatre oras*, qué ! En mai, *lo ressopet de Nadal o del cap de l'an*. Sens mancar qualque *taulejada* e, se ne vira, *un afart, un regalèmus*.

E tu, se te convidan en çò d'un òste, quina mena de convidat seràs ? *Un chapaire, un gala-vard* ? (Aicí, francament, los sinonims mancan pas : *galutre, pitraire, galhòfa, galafre, galapian, gulampa* : tot aquò *engola, empassa, emboca, s'emboïrica, s'engorga, s'apitarra, se tiba*, en un mot : *chapa* !) O alara, siás un *gòrjafin* — que va pas *besuquejar, peçugar, manjuquejar* —, non, mas que sap *saborejar, apreciar la bona cosina, forquetejar coma cal*, en un mot *se congostar* !

Agachem tanben de qué manjatz : *de carn ? - Carnejatz. De caulets ? - Caulejatz. De cebas ? - Cebejatz. De salsa ? - Salsejatz. I trempatz de pan ? - Salsatz, salsolhatz*. Mas se trempatz lo pan dins de vin, *fasètz chauchòlas*. E devinhatz un pauc çò que manjan *favards, granolhièrs, patanaires, salsissaires, tripassièrs...*

Per contra, pauròts, s'avètz pas de qué, *faretz pinquet, manjaretz de regardèlas, seretz un tard-quand-dinna, un manja-quand-n'a...*

Bon, tot aquò per vos donar pas qu'una paura idèa de la riquesa del vocabulari sul sicut, qu'òm diria que sèm d'especialistas de *la maïssa*, nosaus, los Occitans !

E sabi pas se tot aquò èra *apitançós, congostós* o al contrari *refastinhós* ; èra per vos *atalentar*, en mena d'*aperitiu*.

E donc, pro parlat de *manjar, noïridura, mangisca, manjalha o bostifalha*; anem, a taula, *aganits, qu'avètz l'estomac als talons* !

**Lo Partit Occitan
sus Internet**

- site : partitoccitan.org

- corrièr electronic : partitoccitan@free.fr

• **Catalòg**

Amb l'ADEO, legissètz occitan !

**** **Colleccion *Escriches literaris*** (en occitan)

- n° 1 : ***Naturalament*** de Sèrgi Viaule. 56 p.
- n° 2 : ***Qualques nòvas d'Albigés*** de Sèrgi Viaule. 56 p.
- n° 5 : ***De la man de l'endeman*** de Pau de Ligonier. 56 p.
- n° 7 : ***Orguèlh rasonable*** de Sèrgi Viaule. 60 p.
- n° 8 : ***Tabat*** de Pau de Ligonier. 62 p.
- n° 10 : ***Camins*** de Monica Grandjonc. 60 p.
- n° 12 : ***Opus incertum*** de Pau de Ligonier. 64 p.
- n° 13 : ***Just per dire*** d'Alan Roch. 60 p.
- n° 15 : ***Cants coquins*** de Pau de Ligonier. 60 p.
- n° 16 : ***Planh del tiron enraumassat*** d'Alan Roch. 60 p.
- n° 17 : ***Lo serpentigraf*** d'Alan Roch. 60 p.
- n° 18 : ***Mots descrosats*** d'Alan Roch. 60 p.
- n° 19 : ***Cèrca-s-i*** de Sèrgi Viaule. 64 p.
- n° 20 : ***Venga lo temps*** de Claudi Assemat. 48 p.
- n° 21 : ***Cèrca-s-i II*** de Sèrgi Viaule.
- n° 22 : ***L'ipopotam mesopotamian*** d'Alan Roch, 56 p.
- n° 23 : ***La manrega dela tartuga*** d'Alan Roch, 60 p.

**** **Colleccion *Escriches politiques***

- n° 1 : ***Nuclear ? Parlem-ne !*** de Sèrgi Viaule. En occitan. 50 p.
- n° 2 : ***Occitània fàcia al cambiament*** de Gustau Aliròl, Felipe Carbona, Robèrt Lafont e Gerard Tautil. Bilingüe occitan/francés. 56 p.
- n° 6 : ***France, pays de guerres*** de Claudi Assemat. En francés. 60 p.
- n° 8 : ***L'identitat occitana, une réponse à la crise*** d'Uc Jourde, f/òc, 60p.

**** **Colleccion *Territòris e societats***

- n° 2 : ***Paisan de la vila, vilandrés del campèstre*** de Thierry Bartoli. f/òc, 48 p.

**** **Colleccion *Espòrts e lèzers***

- n° 1 : ***Una sason en Pro D2 amb los chucabondas*** de Sèrgi Viaule. 60 p., òc.

**** **Colleccion *Ensages***

- n° 1 : ***Lo jòc de tolerància*** de C. Assemat. 64 p., òc.
- n° 2 : ***A la recèrca de l'identitat occitana*** de Pèire Pessamesa. 64 p., òc.

6,10 èuros cada brocadura

*** **Libre *Estelas e belugas***, de Claudi Molinièr
(12 èuros + 1 èuro de mandadís)

ADEO

Hugues JOURDE
15 rue du Gamay
81600 GAILLAC
uc.jordil@yahoo.fr



**Lo rasal
Sortir du Nucléaire
convida a faire
una cadena umana
a París
lo dissabte 9 de març :
www.chaineumaine.org**

LARGADA

Largada es un grop de tria, que fa soncamin dins la produccion e l'interpretacion occitanas. De tèxtes tradicionaus e contemporanèus, una musica tradicionala revisitada, una composicion de qualitat. Un ensems que farà parlar d'eu, ambé Miquèu Tournan (cant cabreta, tun-tun, clarina, sabiren e percussion), la vòtz remirabla de Patricia Jouve, ambé dos musicians mestrejant l'acordeon diatonic, Amandina Dulieux, e Florian Mesureux per lo galobet, lo tamborin, lo tun-tun e lo karkabo. Cantan unes tèxtes de : Gerard Tautil, Joan Jaume Murat, Abbé Colomb de Mostiers-Santa Maria, Gaston Beltrame, Miquèu Tournan, un tèxte de collectatge dei Dònas Garassin e Elmira de Torvas (Var).

Largada es una produccion dau Ceucle Occitan dau Pais de Sanha.
- Lo CD es de comandar a Ceucle Occitan dau Pais de Sanha :
1166, camin/chemin Daniel - 83500 La Seyne/Mer - ceucleoccitan83@sfr.fr
per 15 euros + 1,5 euro de pòrt.
Pour toute manifestation : "Associacion Coucagno Production", 04 94 91 63 22
Contact artistic : Miquèu Tournan - 06 82 84 72 80 -

La premsa occitana sus Internet

Per èsser al fial de l'actualitat occitana e de l'actualitat en occitan :
www.jornalet.com
www.lasetmana.fr

Robèrt Lafont et l'occitanisme politique un libre de Gerard Tautil

Prètz del libre (1 ex.), franc de pòrt : 17 €.
Redigir lo chèc a l'òrdre de Gerard Tautil e lo mandar a :
Lo Cebier/G. Tautil B.P. 37 - 83870 Signes

ADHÉREZ ET FAITES ADHÉRER AU PARTI OCCITAN

À retourner à : Partit Occitan BP 31 16270-Romasnières Cedex
(Revenus inférieurs au SMIC : 15 €; Inférieurs à 1500 € 30 €;
Supérieurs à 1500 € 50 €)

Nom, Prénom.....
Adresse.....
e-mail :

Je désire adhérer au *Partit Occitan* et je règle ma cotisation 2013 :€

Date et Signature

Ensenhador Occitania - n° 186

- p. 2 : Hironnelles et printemps
- p. 3 : Le Congrès du P.ÒC
- p. 4 : Le manifeste Occitaniste
- p. 6 : Refondation de l'école
- p. 8 : Maridatge omò
- p. 10 : Le vent et la tempête
- p. 11 : Catalonha e referendum

De l'immigration

- p. 11: Accueillir ou expulser
- p. 12 : Occitanie
et immigration

- p. 16 : Le trésor des Élusates
- p. 18 : Les cépages interdits
- p. 20 : Le domaine de Trévallon
- p. 21 : Legirem lo Larzac !
- p. 22 : Manjar
Catalòg ADEO
- p. 23 : Cadena umana
Largada

OCCITANIA-Volèm Viure Al País

An participat a aqueste n° 186 :
L. Albigés, S. Bonnèry, M. Boudet,
U. Jourde, J. Labouysse, J. Pérez,
A. Roch, G. Tautil, D. Urroz,
B. Vernhièras
Cobèrta e maqueta :
D. Grosclaude, M. Braç, A. Roch

Fotografias, ilustracions :
U. Jourde, divèrs

OCCITANIA-Volèm Viure Al País

Directeur de publication :
Hugues Jourde
Responsable de la rédaction :
David. Grosclaude
Administration-Rédaction :
Occitania
H. Jourde 15, rue du Gamay
81600-Gaillac
Imprimerie : **Tinena 11500 Quillan**
Commission paritaire : **0215 G 82148**
Dépôt légal : **février 2013**